

**CONSEIL DE REGULATION**

**DECISION N°2019-0484**

**DU CONSEIL DE REGULATION  
DE L'AUTORITE DE REGULATION  
DES TELECOMMUNICATIONS/TIC  
DE CÔTE D'IVOIRE**

**EN DATE DU 17 AVRIL 2019**

**PORTANT RENOUELEMENT D'AUTORISATION  
GENERALE POUR LA MISE A DISPOSITION DES  
OPERATEURS ET DES FOURNISSEURS DE SERVICES  
DE TELECOMMUNICATIONS/TIC, D'EQUIPEMENTS  
PASSIFS OU D'INFRASTRUCTURES DE  
TELECOMMUNICATIONS/TIC PAR LA SOCIETE IHS  
CÔTE D'IVOIRE**

## **LE CONSEIL DE REGULATION,**

- Vu** l'Ordonnance n°2012-293 du 21 mars 2012 relative aux Télécommunications et aux Technologies de l'Information et de la Communication ;
- Vu** le Décret n°2012-934 du 19 septembre 2012 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire ;
- Vu** le Décret n°2013-333 du 22 mai 2013 portant nomination des Membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire tel que modifié par les décrets n°2015-173 du 19 mars 2015 portant nomination d'un Membre du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire et n°2016-483 du 07 juillet 2016 portant nomination des Membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire ;
- Vu** le Décret n°2015-80 du 04 février 2015 définissant les catégories d'activités de Télécommunications/TIC et fixant les modalités d'accès aux ressources rares ;
- Vu** le Décret n°2017-320 du 24 mai 2017 portant désignation d'un Directeur Général par intérim de l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire (ARTCI) ;
- Vu** la Décision n°2014-0007 du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire en date du 10 janvier 2014 pour la mise à disposition des opérateurs et des fournisseurs de services de Télécommunications/TIC, d'équipements passifs ou d'infrastructures de télécommunications/TIC ;
- Vu** la Décision n°2015-0063 du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire en date du 07 Mai 2015 pour la mise à disposition des opérateurs et des fournisseurs de services de Télécommunications/TIC, d'équipements passifs ou d'infrastructures de télécommunications/TIC ;
- Vu** la Décision n°2017-0259 du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire en date du 07 février 2017 pour la mise à disposition des opérateurs et des fournisseurs de services de Télécommunications/TIC, d'équipements passifs ou d'infrastructures de télécommunications/TIC ;
- Vu** la Décision n°2013-0003 du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire en date du 20 septembre 2013 portant règlement intérieur ;

**Par les motifs suivants :**

Considérant que le 1<sup>er</sup> mars 2019, la société IHS CÔTE D'IVOIRE, Société Anonyme, au capital de cent millions (100.000.000) de Francs CFA, dont le siège social est sis à Abidjan-Marcory, zone 4C, Biétry, Rue Hôtel Golden, 18 BP 2113 Abidjan 18, +225 21 35 65 10, immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier sous le numéro CI-ABJ-2012-B-11805, a introduit auprès de l'ARTCI, une demande de renouvellement de son autorisation générale n°1/SMIP/1/17/ARTCI/DATE/DDA/SAA/EL, délivrée le 05 avril 2017 et qui est arrivée à expiration le 04 avril 2019 ;

Qu'elle déclare que son activité principale porte essentiellement sur la mise à disposition des opérateurs et des fournisseurs de services de télécommunications/TIC, d'équipements passifs ou d'infrastructures de télécommunications/TIC ;

Considérant que la société IHS CÔTE D'IVOIRE est titulaire d'une autorisation générale provisoire délivrée par l'ARTCI, le 15 avril 2014, pour la mise à disposition des opérateurs et des fournisseurs de services de télécommunications /TIC, d'équipements passifs ou d'infrastructures de télécommunications/TIC ;

Que ladite autorisation provisoire a été renouvelée successivement les 10 juin 2015 et 05 avril 2017 ;

Considérant que cette activité est conforme à l'activité de fourniture au public de service de Télécommunications/TIC, à l'exception de ceux soumis à licence individuelle ou à déclaration, prévue à l'article 17 de l'Ordonnance n°2012-293 du 21 mars 2012 relative aux Télécommunications et aux Technologies de l'Information et de la Communication ;

Que cette activité relève de la Catégorie 3, en abrégé C3, conformément aux dispositions de l'article 5 du Décret n°2015-80 du 04 février 2015 définissant les catégories d'activités de Télécommunications/TIC et fixant les modalités d'accès aux ressources rares ;

Considérant que suivant les dispositions de l'article 8 du Décret n°2015-80 du 04 février 2015 susvisé, les activités de Télécommunications/TIC appartenant à la catégorie 3 (C3) sont soumises au régime des autorisations générales ;

Considérant que suivant les dispositions combinées des articles 20 et 22 de l'Ordonnance n°2012-293 du 21 mars 2012 susvisée, l'autorisation générale, matérialisée par une attestation, est délivrée pour une durée déterminée par l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire ;

Considérant que suivant les dispositions de l'article 24 de l'Ordonnance n°2012-293 du 21 mars 2012 précitée, un cahier des charges est annexé à l'Autorisation Générale ;

**Après en avoir délibéré,**

**DECIDE :**



**Article 1 :** L'autorisation générale pour la fourniture de services de mise à disposition d'équipements passifs et d'infrastructures de télécommunications/TIC au profit des opérateurs et fournisseurs de services de télécommunications/TIC, délivrée à la société IHS CÔTE D'IVOIRE, est renouvelée pour une durée de six (6) mois à compter de la prise d'effet de la présente décision. Elle sera matérialisée par une attestation d'autorisation générale.

L'autorisation est renouvelable dans les conditions fixées au cahier des charges annexé à l'attestation d'autorisation générale.

**Article 2 :** En application des dispositions des articles 30 et suivants de l'Ordonnance n°2012-293 du 21 mars 2012 relative aux Télécommunications et aux Technologies de l'Information et de la Communication, la société IHS CÔTE D'IVOIRE est soumise au paiement :

- d'une contrepartie financière ;
- de la redevance de régulation ;
- de la contribution à la recherche, à la formation et à la normalisation ;
- de la contribution au financement du service universel.

Le montant, les conditions et les modalités de paiement de la contrepartie financière, de la redevance de régulation et des contributions seront fixés par décret pris en Conseil des Ministres. La société IHS CÔTE D'IVOIRE s'en acquittera, dès la publication dudit décret.

**Article 3 :** La présente décision prend effet à compter de la date de sa notification à la société IHS CÔTE D'IVOIRE.

**Article 4 :** Le Directeur Général de l'ARTCI est chargé, en application de la présente décision, de délivrer une Attestation d'Autorisation Générale et de signer le cahier des charges y afférent.

**Article 5 :** Le Directeur Général de l'ARTCI est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire et sur le site internet de l'ARTCI.

Fait à Abidjan, le 17 Avril 2019  
en deux (2) exemplaires originaux

**Le Président**



**Dr Lémassou FOFANA**  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL